

nouvelles émissions, la haute cote de solvabilité des emprunteurs, et les taux élevés offerts sur les coupons, ont rendu ces émissions fort intéressantes. Les taux des eurodollars étaient en général inférieurs au rendement des obligations canadiennes, et les exigences en matière d'enregistrement moins coûteuses qu'aux États-Unis. Si l'on considère le type de créance, les investissements sous forme d'obligations garanties et non garanties, évalués à près de \$4.4 milliards, constituaient 44% du montant total des investissements effectués par ce groupe de pays, tandis que les investissements sous forme de capital social des sociétés canadiennes, évalués à près de \$3.6 milliards, figuraient pour 35%.

Les investissements à long terme dans le secteur manufacturier se sont accrus de 10% pour atteindre près de \$18.4 milliards à la fin de 1975. À l'intérieur du secteur manufacturier, les principales augmentations ont été enregistrées par le fer et les produits du fer, les produits chimiques et produits connexes et les métaux non ferreux. L'accroissement dans chacune de ces trois branches provenait dans une proportion d'environ 90% de l'augmentation des investissements américains. Les investissements dans le pétrole et le gaz naturel et dans les industries minière et sidérurgique ont progressé dans chaque cas de 7% pour s'établir à \$10.8 milliards et \$5.5 milliards respectivement. Les investissements à long terme dans l'industrie financière et dans le commerce se sont accrus de 16% et 13% pour se fixer à plus de \$7.5 milliards et près de \$3 milliards respectivement. Une bonne part de l'augmentation dans le secteur financier a porté sur le financement des ventes, l'assurance et les affaires immobilières.

Investissements étrangers dans l'industrie canadienne

21.5.3

Les investissements étrangers dans l'industrie canadienne sont exprimés sous forme de proportion, par rapport au capital à long terme employé dans certains groupes d'industries, de capital à long terme d'appartenance étrangère dans ces industries et de capital à long terme total employé dans des entreprises contrôlées par des non-résidents dans ces industries.

La valeur comptable estimée de l'ensemble du capital à long terme, de la dette et de l'avoir sous forme d'actions employé dans les industries non financières du Canada s'élevait à \$129.7 milliards à la fin de 1974, soit une augmentation de 12% par rapport à 1973. Le capital d'appartenance étrangère constituait 34% de ce total, proportion inchangée par rapport aux trois dernières années. Il s'est produit cependant une variation d'un point de pourcentage entre les investissements appartenant à des résidents des États-Unis, qui sont tombés à 27%, et les investissements appartenant à des résidents d'autres pays, qui sont montés à 7%. Les investissements sous contrôle étranger dans les industries non financières canadiennes se sont établis à 33% au lieu de 34% en 1973. Entre 1971 et 1974 il s'est produit des diminutions successives d'un point de pourcentage par an de la proportion contrôlée par des non-résidents. Les projections des ratios de contrôle étranger indiquaient cependant que la proportion demeurerait à 33% pour 1975 et 1976.

Activité financière au Canada, 1977

21.6

Le volume total des fonds réunis par les secteurs non financiers intérieurs de l'économie canadienne s'est accru considérablement en 1977 pour s'établir à près de \$45.7 milliards, soit une augmentation de 11.9% par rapport à 1976. Malgré l'augmentation importante de la demande de crédit, le recours aux marchés de capitaux étrangers par les emprunteurs canadiens s'est trouvé sensiblement réduit par rapport à 1976. En 1977, le secteur étranger figurait pour 10.6% de l'ensemble des fonds fournis, ce qui représente une baisse par rapport à 24% en 1976.

Dans le secteur public, les emprunts effectués par le gouvernement fédéral se situaient nettement au-dessus du niveau enregistré en 1977, et on a eu davantage recours aux bons du Trésor comme moyen de financement. Les emprunts nets effectués par les gouvernements provinciaux ont diminué, mais les marchés de capitaux ont fait l'objet de demandes intensives et il s'est produit une augmentation considérable des avoirs financiers de ce secteur. Les emprunts effectués par les entreprises associées